



JS SUISSE

FORMULAIRE DE PROPOSITION DE PROJET 2021

Dépositaires :

Joel Jansen, Xaver Bolliger, Noam Schaulin, Anna Holm, Céline Gass, Flavia Graber, Luca Zwicky (alle JUSO Baselland), Freija Geniale, Lea Levi (beide JUSO Basel-Stadt), Cybel Dickson, Zoe Sutter (beide JUSO Aargau), Nadia Kuhn, Nevin Hammad (beide JUSO Kanton Zürich), Wanda Siegfried (JUSO Stadt Zürich), Vanessa Bieri (JUSO Thun - Berner Oberland)

Nom du projet :

Initiative 50/50

1 Description du projet (2'000 caractères maximum, espaces compris)

Décrivez votre projet en général : de quoi s'agit-il ?

Le présent projet consiste en une initiative visant à rendre plus démocratiques certains aspects de l'économie.

Compte tenu de la mondialisation et de la suprématie du capital, les arguments en faveur du paritarisme sont plus que jamais d'actualité. La revendication de démocratisation radicale de tous les domaines de la vie n'a guère été portée par la gauche ces dernières années. En agissant ainsi, nous promouvons l'idée néolibérale qui affirme qu'aucune alternative au système existant n'est possible. En Suisse, la démocratie s'arrête aujourd'hui aux portes des entreprises. Le principe de base sous-tendant la démocratie économique et le paritarisme est celui de la participation : toute personne concernée par la prise d'une décision doit pouvoir participer à son élaboration soit directement, soit par le biais d'une représentation élue. Le principe de la participation est à la base de l'État démocratique. Néanmoins, ce dernier doit

également s'appliquer à l'économie, car dans ce domaine, et probablement plus que dans d'autres, les prises de décision déterminent la vie et le travail des individus.

Dans toute entreprise à but lucratif (SA, Sàrl) employant un minimum de cinquante personnes, les employé·e·s doivent disposer du même pouvoir de décision que les propriétaires. En créant des structures démocratiques similaires à celles existant au sein de l'État, les travailleuses*eurs pourront désormais avoir leur mot à dire sur toutes les décisions qui sont actuellement uniquement prises par les actionnaires et les membres de la direction de l'entreprise.

Les salarié·e·s des grandes entreprises auront le même pouvoir de décision que les actionnaires. Concrètement, les employé·e·s disposeront d'au moins 50% des droits de vote lors des Assemblées générales (SA) ou des Assemblées des actionnaires (Sàrl). Toutes les décisions importantes des entreprises – p. ex. celles qui concerne les conditions de travail, la stratégie de l'entreprise ou la participation aux bénéfices – tomberont dans la sphère d'influence des travailleuses*eurs.

2 Description succincte (400 caractères maximum, espaces compris)

Décrivez votre projet en 4 phrases courtes, comme si vous récoltiez dans la rue.

Dans les entreprises, les travailleuses*eurs doivent disposer du même pouvoir de décision que les propriétaires. Ce sont ces premières*ers en effet, elles et eux, qui sont directement impacté·e·s par les décisions prises et qui passent une grande partie de leur vie sur leur lieu de travail.

Avec l'initiative 50/50, nous exigeons plus de démocratie dans l'économie et le début d'une transformation radicale de l'équilibre des forces entre travail et capital.

3 Narratif

Quelle histoire la JS peut-elle raconter avec votre projet ?

Le travail, et non le capital, est le facteur de production décisif dans l'économie. Nous devons donc remodeler l'équilibre des forces en conséquence. Nous voulons démocratiser tous les domaines de la vie, car notre compréhension de la démocratie ne s'arrête pas aux portes de l'entreprise. Nous voulons changer l'équilibre des forces en faveur des ouvrières*ers en développant la démocratie et donnant plus de pouvoir aux gens. Toute personne a le droit de participer processus de décision

ayants trait à sa rémunération et ses conditions de travail, tout comme à la manière dont la production est organisée.

4 Liens avec les projets précédents

Comment votre projet peut-il être lié aux initiatives et projets nationaux précédents de la JS Suisse ?

Avec l'initiative 50/50, la JS exige plus de démocratie au sein des entreprises et le début d'un bouleversement radical de l'équilibre des forces entre travail et capital. Cette préoccupation était déjà présente avec l'initiative 99% : « L'argent ne travaille pas, nous oui ! »

Le profit d'une minorité est sacralisé, quand la valeur du travail et les intérêts des gens sont mis de côté.

L'initiative 1:12 s'en est également prise aux inégalités de pouvoir au sein des entreprises en démontrant à quel point les énormes écarts salariaux au sein de ces dernières sont absurdes. L'initiative 50/50 repense le pouvoir décisionnel au sein des entreprises en réduisant les grands différentiels de pouvoir de décision et d'influence internes.

5 Pertinence systémique

Dans quelle mesure votre projet pose-t-il d'importantes questions, comment les provoque-t-il ? Quelles nouvelles idées apporte-t-il sur la scène politique ? Comment attaquer grâce à ce dernier l'hégémonie néolibérale ?

Le capital détermine d'aujourd'hui l'économie. Une minorité est détentrice des moyens de production et dispose donc d'un énorme pouvoir social. La valeur du travail et les intérêts des gens ne sont pas pris en compte. C'est un phénomène particulièrement visible au sein des multinationales qui rationalisent ou délocalisent. Les travailleuses*eurs n'ont pas leur mot à dire sur la gestion de leur lieu de travail et sont aliéné·e·s.

L'initiative soulève la question de savoir si la forme actuelle de notre démocratie est suffisamment démocratique, et y répond immédiatement. Elle exige plus de

démocratie dans l'un des domaines les plus influents de la vie quotidienne dans ce système : le lieu de travail.

6 Relations avec l'actualité

Avec quels débats d'actualité le projet peut-il être rattaché ? Pourquoi le projet est-il d'actualité ?

La démocratisation de tous les domaines de la vie est depuis toujours au cœur des préoccupations de la gauche. Actuellement, les jeunes militant·e·s climatiques s'engagent notamment pour populariser ces revendications. De plus, les débats sur l'accès à la démocratie d'un plus grand nombre de personnes à travers le droit de vote des étrangères*ers ou l'abaissement de l'âge du droit de vote sont très actuels.

7 Mobilisation/recrutement de membres

Comment votre projet peut-il apparaître comme attractif auprès de jeunes non-membres de la JS ? En quoi peut-il nous aider à convaincre des jeunes de nous rejoindre ?

L'initiative est particulièrement attrayante pour les jeunes apprenti·e·s. Elles et ils travaillent déjà, ou travailleront bientôt, dans les d'entreprises concernées par l'initiative. Celles dont les employé·e·s sont actuellement totalement exclus de la gestion.

Cela pourrait être l'occasion pour la JS d'être plus attractive et proche des apprenti·e·s. Depuis longtemps, nous avons le sentiment de plus en plus nous transformer en association universitaire et de ne pas savoir attirer ou impliquer suffisamment d'apprenti·e·s.

Avec cette initiative, nous pouvons également prouver aux jeunes militant·e·s climatiques que la JS partage sa revendication de démocratiser tous les domaines de la vie et en particulier celui de l'économie. Nous espérons ainsi que nous pourrions recruter de nombreuses*eux jeunes récemment politisé·e·s et les convaincre du bien-fondé de la JS.

8 Objectifs

Quels sont les objectifs de votre projet ? Que voulez-vous obtenir à travers ce dernier ?

L'objectif principal de l'initiative est d'introduire des structures plus démocratiques dans certains secteurs de l'économie et d'offrir ainsi aux personnes davantage de possibilités de participer à la gestion de leur lieu de travail.

En outre, cette participation directe des travailleuses*eurs au processus décisionnel permettra d'améliorer les salaires et les conditions de travail.

L'hégémonie souvent incontestée du capital est attaquée et les structures internes des entreprises sont remises en question et repensées. Ces grandes et importantes questions peuvent contribuer à un changement de discours attendu depuis longtemps.

9 Nouveauté

Y a-t-il déjà eu un projet similaire au vôtre (au niveau national ou international) au cours des 20 dernières années ? Si c'est le cas, signalez-le.

Il n'y a pas eu, depuis des décennies, d'initiative demandant plus de démocratie économique.

Cependant, des idées similaires sont depuis un certain temps débattues au sein de la JS Suisse et ont déjà été proposées pour de précédents projets nationaux.

10 Dans le cas d'un projet d'initiative : validité juridique

Votre initiative respecte-t-elle l'unité de la matière ? Est-elle, selon vous, réalisable et valide ? (En cas d'incertitude dans ce domaine, vous pouvez contacter le CD.)

L'unité de la matière est respectée par cette initiative. Nous ne nous faisons pas non plus de soucis pour sa validité et sa faisabilité.

Bien entendu, de plus amples clarifications et des vérifications devront être ultérieurement effectuées.